

Le troisième palier regroupe des pays du tiers-monde comme Israël, le Brésil, l'Égypte et l'Inde, tous des fournisseurs relativement nouveaux qui effectuent une percée sur les marchés internationaux. Une commercialisation à l'emporte-pièce caractérise l'effort d'exportation de ces pays qui semble s'inscrire dans une stratégie globale d'industrialisation mue par le secteur militaire. Certes, dans bien des cas, ce sont des problèmes d'approvisionnement qui ont suscité la création d'industries militaires (songeons, par exemple à Israël, à Taïwan, à l'Afrique du Sud et au Chili), mais la production d'armes devient de plus en plus un symbole de puissance internationale ou régionale et un catalyseur du développement industriel. Les participants ont longuement débattu la question de savoir si ce genre d'industrialisation contribue *réellement* au développement ou si elle représente une stratégie valable.

La justification la plus fréquemment invoquée à l'appui des achats d'armes est la nécessité d'accroître la sécurité face aux menaces venant supposément de l'extérieur. Toutefois, dans la pratique, les motifs des États importateurs sont difficiles à cerner. Souvent, les acquisitions d'armes semblent tenir davantage à la volonté d'un régime de maintenir l'ordre au pays et d'assurer sa survie qu'à des menaces venant d'outre-frontières. En outre, ce qu'un pays perçoit comme une menace peut, à l'occasion, être conditionné par l'existence de rapports étroits avec une superpuissance qui pourvoit ce pays en armes et l'entraîne ainsi dans sa sphère de sécurité.

Il n'y a pas eu de consensus sur la manière de grouper les États, ni sur l'importance relative des facteurs internes et externes. Toutefois, les participants à la conférence étaient d'accord pour dire que les quantités d'armes achetées par les États du tiers-monde resteront élevées mais que l'augmentation des échanges depuis vingt ans n'a pas permis aux États clients d'accroître leur sécurité, ni aux États fournisseurs, leur influence. Dès lors, une question évidente se pose : « Étant donné que les fournisseurs et les clients *ne réalisent pas* leurs objectifs déclarés, pourquoi les transferts d'armes restent-ils à des niveaux aussi élevés ? Cette réalité s'explique par de nombreux autres facteurs, dont les avantages économiques entrevus par les fournisseurs, la volonté de certains régimes d'acquérir des armes pour se maintenir au pouvoir et, dans le cas des superpuissances, la crainte d'être distancé par l'autre camp. Ces facteurs ont été discutés tout au long de la conférence ; on s'est notamment penché sur le décalage existant entre les avantages escomptés et les résultats concrets.

Le Canada tient un rôle plutôt accessoire dans le commerce international des armes et il suit une politique restrictive mais de moins en moins claire. Même si le Canada se tourne vers le tiers-monde,